

RCS : LYON
Code greffe : 6901

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LYON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1987 B 00083
Numéro SIREN : 339 896 938
Nom ou dénomination : INPAL INDUSTRIES

Ce dépôt a été enregistré le 30/06/2022 sous le numéro de dépôt B2022/023650

INPAL INDUSTRIES

Société par actions simplifiée

238 rue des Frères Voisin

ZAC Chapotin

69970 CHAPONNAY

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

INPAL INDUSTRIES

Société par actions simplifiée

238 rue des Frères Voisin

ZAC Chapotin

69970 CHAPONNAY

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

À l'associé unique de la société INPAL INDUSTRIES

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société INPAL INDUSTRIES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lyon, le 31 mai 2022

Le commissaire aux comptes

DELOITTE & ASSOCIES



Josselin VERNAY

COMPTES ANNUELS

Bilan

Compte de résultat

Annexe

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

| | | | | | | | | |
|---|---|---|----------------------------------|-------------------------|-----------|------------|-----------|-----------|
| Désignation de l'entreprise : SASU INPAL INDUSTRIES | | Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12 | | | | | | |
| Adresse de l'entreprise 238 RUE DES FRERES VOISIN 69970 CHAPONNAY | | Durée de l'exercice précédent* 12 | | | | | | |
| Numéro SIRET* 3 3 9 8 9 6 9 3 8 0 0 0 5 9 | | | Néant <input type="checkbox"/> * | | | | | |
| | | Exercice N clos le, 31122021 | N-1 31122020 | | | | | |
| | | Brut 1 | Amortissements, provisions 2 | | | | | |
| | | Net 3 | Net 4 | | | | | |
| Capital souscrit non appelé (I) | | AA | | | | | | |
| ACTIF IMMOBILISÉ* | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | Frais d'établissement * | AB | AC | | | | |
| | | Frais de développement * | CX | CQ | | | | |
| | | Concessions, brevets et droits similaires | AF | AG | 322 036 | 322 036 | 0 | 0 |
| | | Fonds commercial (1) | AH | AI | 367 402 | 367 402 | 0 | 0 |
| | | Autres immobilisations incorporelles | AJ | AK | | | | |
| | | Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | AL | AM | | | | |
| | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | Terrains | AN | AO | 33 815 | 1 310 | 32 504 | |
| | | Constructions | AP | AQ | 314 458 | 213 478 | 100 979 | 119 178 |
| | | Installations techniques, matériel et outillage industriels | AR | AS | 648 493 | 578 621 | 69 872 | 88 508 |
| | | Autres immobilisations corporelles | AT | AU | 266 061 | 209 251 | 56 810 | 72 708 |
| | | Immobilisations en cours | AV | AW | | | | |
| | | Avances et acomptes | AX | AY | | | | |
| | IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2) | Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence | CS | CT | | | | |
| | | Autres participations | CU | CV | | | | |
| | | Créances rattachées à des participations | BB | BC | | | | |
| | | Autres titres immobilisés | BD | BE | | | | |
| | | Prêts | BF | BG | | | | |
| | | Autres immobilisations financières* | BH | BI | 40 598 | | 40 598 | 40 598 |
| | TOTAL (II) | | BJ | BK | 1 992 866 | 1 692 100 | 300 765 | 320 994 |
| ACTIF CIRCULANT | STOCKS * | Matières premières, approvisionnements | BL | BM | 3 373 530 | 111 818 | 3 261 712 | 1 684 969 |
| | | En cours de production de biens | BN | BO | | | | |
| | | En cours de production de services | BP | BQ | | | | |
| | | Produits intermédiaires et finis | BR | BS | 819 883 | 20 698 | 799 185 | 737 726 |
| | | Marchandises | BT | BU | 192 439 | 21 657 | 170 782 | 108 798 |
| | CRÉANCES | Avances et acomptes versés sur commandes | BV | BW | 527 | | 527 | 6 415 |
| | | Clients et comptes rattachés (3)* | BX | BY | 3 982 858 | 36 852 | 3 946 006 | 1 757 597 |
| | | Autres créances (3) | BZ | CA | 692 744 | | 692 744 | 497 359 |
| | DIVERS | Capital souscrit et appelé, non versé | CB | CC | | | | |
| | | Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :) | CD | CE | | | | |
| Comptes de régularisation | Disponibilités | CF | CG | 3 299 597 | | 3 299 597 | 2 224 446 | |
| | Charges constatées d'avance (3)* | CH | CI | 79 581 | | 79 581 | 82 600 | |
| | TOTAL (III) | CJ | CK | 12 441 162 | 191 026 | 12 250 136 | 7 099 913 | |
| | Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV) | CW | | | | | | |
| | Primes de remboursement des obligations (V) | CM | | | | | | |
| | Écarts de conversion actif* (VI) | CN | | | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I à VI) | | CO | 1A | 14 434 029 | 1 883 127 | 12 550 902 | 7 420 908 | |
| Renvois : (1) Dont droit au bail : | | (2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes : | | (3) Part à plus d'un an | | CP | CR | |
| Clause de réserve de propriété :* | Immobilisations : | Stocks : | | Créances : | | | | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

| Désignation de l'entreprise <u>SASU INPAL INDUSTRIES</u> | | | Néant <input type="checkbox"/> * | |
|--|--|---|----------------------------------|----------------|
| | | | Exercice N | Exercice N - 1 |
| CAPITAUX PROPRES | Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 305 000 | DA | 305 000 | 305 000 |
| | Primes d'émission, de fusion, d'apport, ... | DB | | |
| | Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence <input type="checkbox"/> EK) | DC | | |
| | Réserve légale (3) | DD | 92 241 | 92 241 |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | DE | | |
| | Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours <input type="checkbox"/> B1) | DF | | |
| | Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* <input type="checkbox"/> EJ) | DG | 2 026 933 | 1 879 381 |
| | Report à nouveau | DH | | (1 185 793) |
| | RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | DI | 1 684 910 | 1 333 345 |
| | Subventions d'investissement | DJ | | |
| | Provisions réglementées * | DK | | |
| | TOTAL (I) | DL | 4 109 085 | 2 424 175 |
| | Autres fonds propres | Produit des émissions de titres participatifs | DM | |
| Avances conditionnées | | DN | | |
| TOTAL (II) | | DO | | |
| Provisions pour risques et charges | Provisions pour risques | DP | 173 149 | 214 349 |
| | Provisions pour charges | DQ | | |
| | TOTAL (III) | DR | 173 149 | 214 349 |
| DETTES (4) | Emprunts obligataires convertibles | DS | | |
| | Autres emprunts obligataires | DT | | |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5) | DU | 1 547 | 1 009 |
| | Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs <input type="checkbox"/> EI) | DV | | |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | DW | 368 981 | 52 458 |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | DX | 3 601 033 | 1 554 825 |
| | Dettes fiscales et sociales | DY | 1 569 309 | 897 649 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | DZ | | |
| | Autres dettes | EA | 2 716 679 | 2 276 441 |
| Compte régul. | Produits constatés d'avance (4) | EB | 11 115 | |
| TOTAL (IV) | EC | 8 268 667 | 4 782 383 | |
| Ecarts de conversion passif* | (V) | ED | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I à V) | EE | 12 550 902 | 7 420 908 | |
| RENOVOIS | (1) Écart de réévaluation incorporé au capital | IB | | |
| | (2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959) Écart de réévaluation libre Réserve de réévaluation (1976) | IC | | |
| | | ID | | |
| | | IE | | |
| | (3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme * | EF | 61 741 | 61 741 |
| | (4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an | EG | 5 864 069 | 2 605 755 |
| (5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP | EH | 1 547 | 1 009 | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

| Désignation de l'entreprise : SASU INPAL INDUSTRIES | | | | | | | Néant <input type="checkbox"/> * | | |
|---|--|--|---------------------------------|--|------------------|-------------------|----------------------------------|-------------------|------------|
| | | Exercice N | | | | | Exercice (N - 1) | | |
| | | France | | Exportations et livraisons intracommunautaires | | Total | | | |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | Ventes de marchandises* | FA | 1 896 932 | FB | 70 506 | FC | 1 967 438 | 1 367 974 | |
| | Production vendue | biens * services * | FD | 24 975 018 | FE | 2 632 207 | FF | 27 607 226 | 16 824 530 |
| | | | FG | 2 599 614 | FH | 185 558 | FI | 2 785 172 | 2 438 566 |
| | Chiffres d'affaires nets * | FJ | 29 471 565 | FK | 2 888 272 | FL | 32 359 838 | 20 631 071 | |
| | Production stockée* | | | | FM | 63 311 | (35 161) | | |
| | Production immobilisée* | | | | FN | | | | |
| | Subventions d'exploitation | | | | FO | 18 105 | | | |
| | Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9) | | | | FP | 131 969 | 301 733 | | |
| | Autres produits (1) (11) | | | | FQ | 3 565 | 8 713 | | |
| | Total des produits d'exploitation (2) (I) | | | | | FR | 32 576 789 | 20 906 357 | |
| | CHARGES D'EXPLOITATION | Achats de marchandises (y compris droits de douane)* | | | | FS | 745 088 | 505 156 | |
| Variation de stock (marchandises)* | | | | FT | (63 778) | (29 704) | | | |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)* | | | | FU | 20 605 886 | 9 973 768 | | | |
| Variation de stock (matières premières et approvisionnements)* | | | | FV | (1 578 273) | (110 488) | | | |
| Autres achats et charges externes (3) (6 bis)* | | | | FW | 5 658 122 | 4 479 137 | | | |
| Impôts, taxes et versements assimilés* | | | | FX | 201 524 | 255 831 | | | |
| Salaires et traitements* | | | | FY | 2 157 571 | 1 915 528 | | | |
| Charges sociales (10) | | | | FZ | 930 971 | 782 608 | | | |
| DOTATIONS D'EXPLOITATION | | Sur immobilisations | - dotations aux amortissements* | | GA | 71 273 | 73 903 | | |
| | | | - dotations aux provisions* | | GB | | | | |
| | | Sur actif circulant : dotations aux provisions* | | | | GC | 39 126 | 22 316 | |
| Pour risques et charges : dotations aux provisions | | | | GD | 3 800 | | | | |
| Autres charges (12) | | | | GE | 1 114 081 | 1 359 212 | | | |
| Total des charges d'exploitation (4) (II) | | | | | GF | 29 885 394 | 19 227 269 | | |
| 1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | | | | | GG | 2 691 395 | 1 679 087 | | |
| opérations en commun | Bénéfice attribué ou perte transférée* | | (III) | | GH | | | | |
| | Perte supportée ou bénéfice transféré* | | (IV) | | GI | | | | |
| PRODUITS FINANCIERS | Produits financiers de participations (5) | | | | GJ | | | | |
| | Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5) | | | | GK | | | | |
| | Autres intérêts et produits assimilés (5) | | | | GL | 966 | 4 963 | | |
| | Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | GM | | 176 | | |
| | Différences positives de change | | | | GN | 3 507 | 2 289 | | |
| | Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | GO | | | | |
| | Total des produits financiers (V) | | | | | GP | 4 473 | 7 429 | |
| CHARGES FINANCIÈRES | Dotations financières aux amortissements et provisions* | | | | GQ | | | | |
| | Intérêts et charges assimilées (6) | | | | GR | 217 533 | 251 966 | | |
| | Différences négatives de change | | | | GS | 1 170 | 6 | | |
| | Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | GT | | | | |
| | Total des charges financières (VI) | | | | | GU | 218 703 | 251 973 | |
| 2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI) | | | | | GV | (214 230) | (244 544) | | |
| 3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI) | | | | | GW | 2 477 164 | 1 434 543 | | |

ANNEXE

A – PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

(Code de Commerce art. L 123-12 à L 123-24 et PCG art. 531-1 à 511-8 et 531 à 532-10)

Les comptes annuels sont établis suivants les prescriptions du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général modifié par ses règlements subséquents dont le règlement ANC 2018-01 du 20 Avril 2018.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases ci-après :

- continuité de l'exploitation,
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont décrites ci-après.

B – EVENEMENTS SIGNIFICATIFS

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

COVID 19

L'épidémie de la COVID-19 a continué sa propagation et a conduit à un troisième confinement du 03 avril au 03 mai 2021. L'état d'urgence sanitaire a été prorogé par la loi 2021-160 du 15 février 2021. Néanmoins, la société s'étant adaptée en 2020, et le marché des réseaux de chaleur demeurant dynamique, Inpal n'a pas interrompu sa production et a vu son activité progresser à un niveau supérieur à celui de 2019.

Les mesures mises en place par la société Inpal en 2020 ont été maintenues, dont notamment :

- Les plans de continuation de l'activité, permettant la poursuite de l'activité dans le respect des protocoles sanitaires ;
- Un recours limité aux dispositifs d'activité partielle avec la sécurisation au travers d'un accord type « APLD »;
- Le déploiement du télétravail.

Evolution des prix des matières premières

La reprise économique au niveau mondial a engendré une demande supérieure à l'offre et donc une augmentation des prix importantes pour nos achats de production principaux (acier, PEHD, Isocyanate, Polyol). Nous n'avons eu de rupture d'approvisionnements et avons ainsi honoré nos commandes dans de bonnes conditions. Par contre, cette situation nous a conduits à augmenter nos prix de vente de façon significative à plusieurs reprises au cours de l'exercice 2021. Cependant, compte tenu de nos encours, il ne nous a pas été possible de maintenir notre niveau de marge. Pour autant, ce phénomène a été compensé par un effet volume favorable.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Changement d'actionnaire

La société Solice, actionnaire unique d'Inpal Industries, a été acquise par le fonds d'investissement CICLAD au cours du premier trimestre 2022. Dans ce cadre, le groupe Solice, auquel Inpal appartient, a fait l'objet d'une opération de financement en LBO. La société d'acquisition, Solice Développement, a été créée à cet effet et détient désormais 100% des titres de Solice. Par ailleurs Solice Développement a été nommée Présidente d'Inpal Industries en lieu et place de Solice.

Le conflit Ukraine/Russie

La guerre entre l'Ukraine et la Russie déclenchée le 24 février 2022 entraîne un dérèglement de l'économie mondiale qui n'épargne pas notre activité. La société Inpal est directement impactée par la hausse des prix de matières premières et par les échanges commerciaux et les chaînes d'approvisionnement qui se retrouvent fortement perturbés.

Indépendamment d'achats directs en Russie très limités (moins de 15% de l'acier), tous nos fournisseurs sont sous tension et nous avons un manque de visibilité sur leur capacité à honorer leurs commandes dans les délais convenus. La forte augmentation des prix des matières premières (+45% en un mois pour l'acier) nous a amené à augmenter significativement nos prix de vente au 15 mars 2022. Par contre, le dynamisme de notre secteur d'activité constaté en 2021 n'est pas altéré par cette crise et s'en trouve même renforcé dans une vision moyen/long terme.

A ce jour, les nombreuses incertitudes quant aux impacts indirects du conflit russo-ukrainien obligent la société à suivre de près l'évolution de la conjoncture économique mais ne remettent pas en cause la continuité de l'exploitation.

C - NOTES SUR LE BILAN

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires hors frais d'acquisition des immobilisations), à leur valeur d'apport ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation prévue :

| | |
|------------------------------------|-------------|
| - construction | 20 à 33 ans |
| - agencements des constructions | 5 à 20 ans |
| - matériel et outillage industriel | 2 à 10 ans |
| - installations générales | 5 à 10 ans |
| - mobilier de bureau | 2 à 10 ans |
| - matériel de transport | 4 à 5 ans |
| - matériel de bureau informatique | 2 à 7 ans |
| - logiciels | 1 à 5 ans |

Dans le cadre des nouvelles règles sur les immobilisations définies par les règlements CRC n°2004-06 et CRC n°2002-10, la société n'a pas identifié de composants significatifs, méritant un amortissement spécifique.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. A la clôture de l'exercice, elle correspond entièrement aux dépôts de garantie versés aux bailleurs de nos locaux.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. Aucune provision ne subsiste à la clôture de l'exercice.

STOCKS

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût moyen pondéré après chaque entrée. Les matières premières, intègrent, dans le coût moyen, les coûts d'achats des matières ajustés des coûts de transport associés. Pour les produits fabriqués, le coût de production est égal au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges affectables à la production.

Ces éléments ont, le cas échéant, été dépréciés par la voie de provisions pour tenir compte de leur valeur vénale lors de l'établissement des comptes. Cette dépréciation a été évaluée à partir de la date du dernier mouvement selon les critères suivants :

| | |
|-------------------------------------|------|
| -à 1 an, dépréciation à hauteur de | 10% |
| -à 2 ans, dépréciation à hauteur de | 25% |
| -à 3 ans, dépréciation à hauteur de | 50% |
| -à 4 ans, dépréciation à hauteur de | 75% |
| -plus de 5 ans, dépréciation à | 100% |

Fort de cette première évaluation, les pourcentages de dépréciation sont ensuite ajustés en fonction de la nature de chaque produit tenant compte de la valeur de vente probable sur le marché. A ce titre certains articles supportent une dépréciation complémentaire.

CREANCES ET DETTES

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

La provision pour dépréciation des créances clients est évaluée par client au cas par cas qu'il s'agisse de litiges, de procédures judiciaires ou en fonction de l'antériorité des créances.

EMPRUNT ET DETTE FINANCIERE DIVERSE

Néant

TRESORERIE

1. Affacturage : la société bénéficie d'un contrat d'affacturage. Elle a cédé des créances pour une valeur nominale de 2.267.241 euros à la clôture de l'exercice contre 1.264.728 euros à la clôture de l'exercice précédent. Déduction faite du fonds de garantie conservé par la société d'affacturage, le montant net des créances cédées représente 2.153.878 euros contre 1.201.492 euros l'exercice précédent.

En contrepartie de ces créances cédées, la société d'affacturage octroie des financements à court terme, qui placent la société en situation de dette à la clôture pour un montant de 2.056.595 euros, contre 1.078.623 euros à la clôture de l'exercice précédent.

2- Dailly : la société dispose d'un contrat de cession de créances dans le cadre de la loi dite « Dailly ». Habituellement la société utilise le financement associé à ce contrat et par conséquent elle est normalement en situation de dette à la clôture de son exercice. A la clôture, la dette nette envers son partenaire est nulle car la ligne de financement prévu au contrat n'a pas été utilisée.

3- Compte à terme : la société a détenu un compte à terme pour garantir certaines cautions émises au profit des sous-traitants, compte qui a été clôturé début 2020.

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Néant

DETAIL DES CHARGES A PAYER

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan :

| | |
|--|-------------|
| • <u>Emprunt et dettes auprès des établissements de crédit</u> | |
| Intérêts courus | 1 548 € |
| • <u>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</u> | 179 560 € |
| Fournisseurs Factures non parvenues (achats matières) | 20 931 € |
| Fournisseurs Factures non parvenues (autres charges externes) | 158 629 € |
| • <u>Dettes fiscales et sociales</u> | 1 004 197 € |
| Personnel, charges à payer | 653 610 € |
| Personnel, charges sociales | 167 875 € |

| | |
|---|-----------|
| Organismes sociaux, charges à payer | 32 839 € |
| État, charges à payer | 12 111 € |
| Tva sur produits à recevoir | 137 762 € |
| • <u>Autres dettes</u> | |
| Client, rabais remises et ristournes à accorder | 84 997 € |

DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan :

| | |
|--|-----------|
| • <u>Créances clients et comptes rattachés</u> | 836 125 € |
| Clients, factures à établir | 780 690 € |
| Clients Groupe factures à établir | 55 435 € |
| • <u>Autres créances</u> | 350 406 € |
| Fournisseurs, avoirs à recevoir | 290 787 € |
| Tva sur charges à payer | 27 481 € |
| Indemnités assurances | 32 138 € |

DETAIL DES PRODUITS ET CHARGES CONSTATES D'AVANCE

Montant des produits et charges constatés d'avance inclus dans les postes suivants du bilan :

| | |
|--------------------------------------|----------|
| • <u>Produits constatés d'avance</u> | |
| Produits d'exploitation | 11 115 € |
| • <u>Charges constatées d'avance</u> | |
| Charges d'exploitation | 79 581 € |

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions sont constituées pour faire face à des risques potentiels ou à des charges à prévoir conformément au règlement n°2000-06 sur les passifs.

Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers, dont la mesure peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources. Si le montant ou l'échéance ne peuvent être estimés avec suffisamment de fiabilité, alors il s'agit d'un passif éventuel qui constitue un engagement hors bilan. Les provisions pour risques et charges significatives dont les dates de paiement peuvent être anticipées font l'objet d'une actualisation.

Les provisions pour risques ainsi constituées correspondent (i) au remboursement des réparations qui seraient à verser suite à des litiges sur chantiers (elles sont établies en fonction des responsabilités des divers intervenants sur la base d'une expertise et plafonnées au montant de la franchise d'assurance) et (ii) aux risques salariaux. Au total, elles s'élèvent à la clôture de l'exercice à 173.149 euros.

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital est composé de 305.000 actions ordinaires pour une valeur nominale de 1 euro.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

| | |
|--|-------------|
| – Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice | 2 424 175 € |
| – Résultat de l'exercice | 1 684 910 € |
| – Capitaux propres à la clôture de l'exercice | 4 109 085 € |

FONDS COMMERCIAL

La société possède à son actif un fonds commercial qui a été intégralement déprécié

| | |
|---------------------------|------------------|
| • <u>Fonds commercial</u> | <u>367 402 €</u> |
|---------------------------|------------------|

D - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES**

Le chiffre d'affaires afférent est présenté comme du chiffre d'affaires français dans les arrêtés de comptes. Ci-dessous, le montant du chiffre d'affaires est réparti par destination économique :

| | |
|------------------------------------|---------------------|
| • <u>Chiffre d'affaires total</u> | <u>32 359 838 €</u> |
| • <u>Chiffre d'affaires France</u> | <u>29 471 566 €</u> |
| Ventes de marchandises | 1 896 932 € |
| Vente de produits finis | 24 966 268 € |
| Prestations de services | 2 337 151 € |
| Produits des activités annexes | 271 215 € |
| • <u>Chiffre d'affaires Export</u> | <u>2 888 272 €</u> |
| Ventes de marchandises | 70 506 € |
| Vente de produits finis | 2 632 208 € |
| Prestations de services | 185 558 € |
| Produits des activités annexes | 0 € |

RESULTAT SUR AFFAIRES

L'activité d'Inpal Industries consiste essentiellement en la fourniture de canalisations pré-isolées. Néanmoins, Inpal Industries peut marginalement être amenée à réaliser des prestations de jointure et pose dans le cadre de son activité de Service Après-Vente, et à répondre à des affaires au forfait.

Pour ces cas, les résultats de l'ensemble des affaires ont été calculés selon la méthode de l'avancement en fonction du volume des travaux réalisés ou des commandes effectuées et du taux de marge prévu. Dans le cas où la prévision à fin d'affaire fait ressortir un résultat déficitaire, une provision pour perte à terminaison est constituée, après prise en compte, le cas échéant, de droits à recette complémentaire ou à réclamation estimés de manière raisonnable.

Aucune provision n'a été constatée cette année.

LES TRANSFERTS DE CHARGES

Ces comptes enregistrent des produits corolaires à certaines charges d'exploitation, tels que les financements de formations, les indemnités d'assurances, et les contributions des salariés aux dépenses des véhicules qui leurs sont affectés. Au cours de l'exercice 2021, des sinistres existants depuis plusieurs années sont arrivés à leurs conclusions par les assurances et la société a reçu des indemnisations pour 3.525 euros.

| | |
|--|-----------------|
| <u>Transferts de charges inclus dans les produits d'exploitation</u> | <u>82 551 €</u> |
|--|-----------------|

Il n'existe pas de transfert de charges d'ordre financier ou exceptionnel à la clôture de l'exercice.

CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

Les charges financières supportées par la société sur les avances en compte courant reçues de sociétés liées, et réalisées dans le cadre d'une convention de trésorerie, s'élèvent à 10 223 euros.

Les financements à court terme ont généré des charges financières pour un montant total de 24 055 euros.

Les charges financières générées par le crédit-bail s'élèvent à 183 255 euros.

Le montant des autres produits financiers s'élève à 175 €.

| | |
|--|---------|
| <u>Montant et répartition des écarts de change :</u> | |
| Gains de change | 3 507 € |
| Pertes de change | 1 170 € |
| <u>Montant et répartition des escomptes :</u> | |
| Escomptes accordés | 0 € |
| Escomptes obtenus | 791 € |

CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

| | | |
|---|--|-----------------|
| <u>Montant et répartition des produits exceptionnels</u> | | <u>82 018 €</u> |
| Produit sur créances et dettes forcloses | | 2 214 € |
| Exonération CVAE 2014 | | 79 804 € |
| <u>Montant et répartition des charges exceptionnelles</u> | | <u>20 386 €</u> |
| Charges de personnel | | 20 301 € |
| Pénalités/amendes | | 85 € |

REPARTITION DE LA DETTE D'IMPOT ENTRE LE RESULTAT COURANT ET LE RESULTAT EXCEPTIONNEL

| | | |
|---|---|-------------|
| • | Résultat fiscal courant : Bénéfice après imputation report antérieurs | 2 188 894 € |
| | Charge d'Impôt associé - 26.50% | 580 057 € |
| • | Résultat fiscal exceptionnel : Bénéfice de | 61 717 € |
| | Allègement d'Impôt associé - 26.50% | 16 355 € |

ACCROISSEMENT ET ALLEGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT

- Allègement ou Accroissement

| | |
|--|------------|
| <u>Provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation</u> | |
| Provision PEEC – C3S- Perte de change - participation | |
| Montant de la provision | 288 037 € |
| Montant de l'allègement futur d'impôts - 26.50% | 76 330 € |
| <u>Déficits fiscaux des exercices antérieurs et de l'exercice</u> | |
| Report des déficits antérieurs | -306 850 € |
| Montant de l'allègement d'impôts antérieur | 81 315 € |
| Déficit antérieur imputé sur l'exercice | 306 850 € |
| Diminution de l'allègement d'impôts | -81 315 € |

E – DIVERS INFORMATIONS

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements donnés

Avals et cautions 104 599 €
Garanties financières fournies par des établissements bancaires ou financiers au profit des clients

Contrats de locations 3 495 601 €
Loyers à échoir relatifs aux baux immobiliers 53 157 €
Loyers à échoir des locations financières des matériels de bureau et informatique 271 994 €
Loyers à échoir des locations financières de véhicules 87 192 €
Loyers à échoir des crédits-baux immobiliers (*assortis de suretés réelles*) 3 083 258 €

Indemnités de départ en retraite 255 439 €

Le montant des engagements en matière de retraite est estimé à 255.439 euros charges comprises pour l'année 2021.

Ces engagements ont été évalués en tenant compte de l'indemnité légale et des indemnités conventionnelles (convention de la métallurgie) définies en mois de salaires en fonction de la date de naissance, de l'ancienneté et du salaire annuel de chaque salarié. Les hypothèses retenues pour cette évaluation ont été les suivantes :

- taux annuel de revalorisation des salaires 1,09 % (inflation comprise)
- taux annuel d'actualisation 0.90 %
- taux de charge sociale de 36,10 % à 50,20 % selon les établissements
- âge de départ en retraite 65 ans
- modalité de départ en retraite : départ volontaire
- taux de mobilité :

| Age | Pourcentage annuel de départ (démission, licenciement) |
|----------------|--|
| De 16 à 30 ans | 9,21 % |
| De 30 à 40 ans | 7,97 % |
| De 40 à 50 ans | 5,47 % |
| 50 ans et plus | 3,30 % |

Assurances

La société fournit aux clients pour lesquels elle réalise des travaux de pose, une garantie décennale. Elle a souscrit une police d'assurance pour couvrir le risque lié à cet engagement.

Engagements recus

Avals et cautions 64 653 €
Garanties financières fournies par des établissements bancaires ou financiers au nom des sous-traitants au profit d'Inpal Industries.

OPERATIONS DE CREDIT-BAIL

Crédit-bail immobilier :

Au cours de l'exercice 2018, la société a obtenu le transfert à son profit du contrat de crédit-bail relatif à l'usine de Creutzwald. En conséquence, la société est désormais directement redevable des échéances de crédit-bail auprès du crédit bailleur. Le paiement des échéances auprès du crédit-bailleur a débuté le 1^{er} février 2019.

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Néant

INTEGRATION FISCALE

Le périmètre de l'intégration fiscale est composé de :

- Solice (Sas), comme tête de groupe,
- Inpal Industries (Sas)
- Wannitube (Sas)
- Wannipose (Sas)

La société-mère, tête de groupe, s'est portée garante du paiement de l'impôt sur les sociétés dans le cadre d'une convention d'intégration fiscale à compter du 01/10/2010.

Cette option a fait l'objet d'une convention stipulant notamment que les charges d'impôt sont supportées par les sociétés intégrées, comme en l'absence d'intégration fiscale.

Le résultat net fiscal au 31.12.2021 est bénéficiaire à hauteur de 2.250.891 euros, après report des déficits fiscaux antérieurs. En conséquence en l'application de la convention d'intégration fiscale, la société est redevable de l'impôt sur les sociétés auprès de la société tête de groupe, à hauteur de 596.486 euros.

CREDIT D'IMPOT EMPLOI COMPETITIVITE

Depuis le 1^{er} janvier 2019, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi a été transformé en un allègement de cotisations sociales à effet immédiat.

EFFECTIF MOYEN

L'effectif moyen se compose de 62 personnes dont 8 cadres, 10 agents de maîtrise, 10 employés, 34 ouvriers. La société a recours à du personnel intérimaire, notamment à l'usine pour gérer les pics de production.

COMPTES CONSOLIDES

Le groupe Solice n'établit pas de comptes consolidés, du fait de son intégration au sein d'un groupe économique extérieur. La consolidation est établie auprès de la société tête de groupe, Arcole Industries, RCS de Paris 492 546 080, située 20 Rue des Pyramides, à Paris.

HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTE

Les honoraires du commissaire aux comptes s'élèvent à 16.645 euros pour l'exercice 2021.

F – AUTRES ETATS

Les états complémentaires ci-dessous établis pour la clôture des comptes sont repris de la liasse fiscale des comptes clos et font partie intégrante de l'annexe. 5 pages additionnelles sont jointes à la présente annexe, à savoir :

ÉTAT DES IMMOBILISATIONS

État Cerfa N° 2054

ÉTAT DES AMORTISSEMENTS, DOTATIONS ET REPRISES

État Cerfa N° 2055

ÉTAT DES CREANCES ET DES DETTES

État Cerfa N° 2057

ÉTAT DES PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

État Cerfa N° 2056

ÉTAT DES REINTEGRATIONS DIVERES

État Cerfa N° 2058-A

◇◇◇◇

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

(Ne pas reporter le montant des centimes)*

| Désignation de l'entreprise <u>SASU INPAL INDUSTRIES</u> | | | | | | | | | | Néant <input type="checkbox"/> * | | | |
|--|--|---|-----------------|----|-----------|--|-------|--|-----------|--|---------|---|--|
| CADRE A | | IMMOBILISATIONS | | | | Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice 1 | | Augmentations | | | | | |
| | | | | | | | | Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence 2 | | Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste 3 | | | |
| INCORP. | Frais d'établissement et de développement TOTAL I | | | | CZ | | D8 | | D9 | | | | |
| | Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL II | | | | KD | 689 438 | KE | | KF | | | | |
| CORPORELLES | Terrains | | | | KG | | KH | | KI | 33 815 | | | |
| | Constructions | Sur sol propre | Dont Composants | L9 | KJ | | KK | | KL | | | | |
| | | Sur sol d'autrui | Dont Composants | M1 | KM | | KN | | KO | | | | |
| | Installations générales, agencements et aménagements des constructions * | | Dont Composants | M2 | KP | 314 458 | KQ | | KR | | | | |
| | Installations techniques, matériel et outillage industriels | | Dont Composants | M3 | KS | 636 293 | KT | | KU | 17 229 | | | |
| | Autres immobilisations corporelles | | | | KV | 182 659 | KW | | KX | | | | |
| | Matériel de transport* | | | | KY | 9 436 | KZ | | LA | | | | |
| | Matériel de bureau et mobilier informatique | | | | LB | 73 966 | LC | | LD | | | | |
| | Emballages récupérables et divers * | | | | LE | | LF | | LG | | | | |
| | Immobilisations corporelles en cours | | | | LH | | LI | | LJ | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | LK | | LL | | LM | | | | |
| | TOTAL III | | | | LN | 1 216 813 | LO | | LP | 51 044 | | | |
| | FINANCIÈRES | Participations évaluées par mise en équivalence | | | | 8G | | 8M | | 8T | | | |
| Autres participations | | | | 8U | | 8V | | 8W | | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | 1P | | 1R | | 1S | | | | | |
| Prêts et autres immobilisations financières | | | | 1T | 40 598 | 1U | | 1V | | | | | |
| TOTAL IV | | | | LQ | 40 598 | LR | | LS | | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV) | | | | ØG | 1 946 851 | ØH | | ØJ | 51 044 | | | | |
| CADRE B | | IMMOBILISATIONS | | | | Diminutions | | Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice 3 | | Réévaluation légale * ou évaluation par mise en équivalence | | | |
| | | | | | | par virement de poste à poste 1 | | | | par cessions à des tiers ou mises hors service ou résultant d'une mise en équivalence 2 | | Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice 4 | |
| INCORP. | Frais d'établissement et de développement TOTAL I | | | | IN | | CØ | | DØ | | D7 | | |
| | Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL II | | | | IO | | LV | 0 | LW | 689 438 | IX | | |
| CORPORELLES | Terrains | | | | IP | | LX | 0 | LY | 33 815 | LZ | | |
| | Constructions | Sur sol propre | | | IQ | | MA | | MB | | MC | | |
| | | Sur sol d'autrui | | | IR | | MD | | ME | | MF | | |
| | Inst. gales, agencts et am. des constructions | | | | IS | | MG | 0 | MH | 314 458 | MI | | |
| | Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | | IT | 5 029 | MJ | | MK | 648 493 | ML | | |
| | Autres immobilisations corporelles | Inst. gales., agencts, aménagements divers | | | | IU | | MM | 0 | MN | 182 659 | MO | |
| | | Matériel de transport | | | | IV | | MP | 0 | MQ | 9 436 | MR | |
| | Matériel de bureau et mobilier informatique, mobilier | | | | IW | | MS | 0 | MT | 73 966 | MU | | |
| | Emballages récupérables et divers * | | | | IX | | MV | | MW | | MX | | |
| | Immobilisations corporelles en cours | | | | MY | | MZ | | NA | | NB | | |
| Avances et acomptes | | | | NC | | ND | | NE | | NF | | | |
| TOTAL III | | | | IY | 5 029 | NG | | NH | 1 262 828 | NI | | | |
| FINANCIÈRES | Participations évaluées par mise en équivalence | | | | IZ | | ØU | | M7 | | ØW | | |
| | Autres participations | | | | IØ | | ØX | | ØY | | ØZ | | |
| | Autres titres immobilisés | | | | II | | 2B | | 2C | | 2D | | |
| | Prêts et autres immobilisations financières | | | | I2 | | 2E | 0 | 2F | 40 598 | 2G | | |
| | TOTAL IV | | | | I3 | | NJ | 0 | NK | 40 598 | 2H | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV) | | | | I4 | | ØK | 5 029 | ØL | 1 992 866 | ØM | | | |

Cegid Group

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

| | | | | | | | | | | | | |
|--|--|--|---------------------------------------|---|--|---|-----------------------------|---|---|----------------------------------|---|--|
| Désignation de l'entreprise <u>SASU INPAL INDUSTRIES</u> | | | | | | | | | | Néant <input type="checkbox"/> * | | |
| CADRE A | | | | | | | | | | | | |
| SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES (OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF) * | | | | | | | | | | | | |
| IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES | | Montant des amortissements au début de l'exercice | | | Augmentations : dotations de l'exercice | | | Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises | | | Montant des amortissements à la fin de l'exercice | |
| Frais d'établissement et de développement | | CY | | EL | | EM | | EN | | | | |
| Fonds commercial | | RE | 367 402 | RF | | RI | 0 | RJ | 367 402 | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | PE | 322 036 | PF | | PG | 0 | PH | 322 036 | | | |
| TOTAL I | | RK | 689 438 | RM | | RN | 0 | RO | 689 438 | | | |
| Terrains | | PI | | PJ | 1 310 | PK | 0 | PL | 1 310 | | | |
| Constructions | Sur sol propre | PM | | PN | | PO | | PQ | | | | |
| | Sur sol d'autrui | PR | | PS | | PT | | PU | | | | |
| | Inst. générales, agencements, aménagement des constructions | PV | 195 280 | PW | 18 198 | PX | 0 | PY | 213 478 | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | | PZ | 547 784 | QA | 35 865 | QB | 5 029 | QC | 578 621 | | | |
| Autres immobilisations | Inst. générales., agencements, aménagement divers | QD | 112 254 | QE | 14 734 | QF | 0 | QG | 126 988 | | | |
| | Matériel de transport | QH | 9 436 | QI | | QJ | 0 | QK | 9 436 | | | |
| corporelles | Matériel de bureau et informatique, mobilier | QL | 71 662 | QM | 1 163 | QN | 0 | QO | 72 826 | | | |
| | Emballages récupérables et divers | QP | | QR | | QS | | QT | | | | |
| TOTAL II | | QU | 936 418 | QV | 71 273 | QW | 5 029 | QX | 1 002 661 | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II) | | ØN | 1 625 856 | ØP | 71 273 | ØQ | 5 029 | ØR | 1 692 100 | | | |
| CADRE B | | | | | | | | | | | | |
| VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES | | | | | | | | | | | | |
| Immobilisations amortissables | DOTATIONS | | | | | | REPRISES | | | | Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice | |
| | Colonne 1 Différentiel de durée et autres | Colonne 2 Mode dégressif | | Colonne 3 Amortissement fiscal exceptionnel | | Colonne 4 Différentiel de durée et autres | Colonne 5 Mode dégressif | | Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel | | | |
| Frais établissements | M9 | N1 | | N2 | | N3 | | N4 | | N5 | N6 | |
| Fonds commercial | RP | RQ | | RR | | RS | | RT | | RU | RV | |
| Autres immob. incorporelles | N7 | N8 | | P6 | | P7 | | P8 | | P9 | Q1 | |
| TOTAL I | RW | RX | | RY | | RZ | | SB | | SC | SD | |
| Terrains | Q2 | Q3 | | Q4 | | Q5 | | Q6 | | Q7 | Q8 | |
| Constructions | Sur sol propre | Q9 | R1 | R2 | | R3 | | R4 | | R5 | R6 | |
| | Sur sol d'autrui | R7 | R8 | R9 | | S1 | | S2 | | S3 | S4 | |
| Inst. gales, agenc. et am. des const. | S5 | S6 | | S7 | | S8 | | S9 | | T1 | T2 | |
| Inst. techniques mat. et outillage | T3 | T4 | | T5 | | T6 | | T7 | | T8 | T9 | |
| Autres immobilisations corporelles | Inst. gales, agenc. am. divers | U1 | U2 | U3 | | U4 | | U5 | | U6 | U7 | |
| | Matériel de transport | U8 | U9 | V1 | | V2 | | V3 | | V4 | V5 | |
| | Mat. bureau et inform. mobilier | V6 | V7 | V8 | | V9 | | W1 | | W2 | W3 | |
| Emballages récup. et divers | W4 | W5 | | W6 | | W7 | | W8 | | W9 | X1 | |
| TOTAL II | X2 | X3 | | X4 | | X5 | | X6 | | X7 | X8 | |
| Frais d'acquisition de titres de participation TOTAL III | NL | | | | | NM | | | | | NO | |
| Total général (I+II+III) | NP | NQ | | NR | | NS | | NT | | NU | NV | |
| Total général non ventilé (NP+NQ+NR) | NW | Total général non ventilé (NS+NT+NU) | | | NY | Total général non ventilé (NW-NY) | | | NZ | | | |
| CADRE C | | | | | | | | | | | | |
| MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES* | | | Montant net au début de l'exercice | | | Augmentations | | | Dotations de l'exercice aux amortissements | | Montant net à la fin de l'exercice | |
| Frais d'émission d'emprunt à étaler | | | | | | | | | Z9 | Z8 | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | | | | | | SP | SR | | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

| Nature des provisions | | Montant au début de l'exercice 1 | AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice 2 | DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice 3 | Montant à la fin de l'exercice 4 |
|--|--|--|---|--|--|
| Désignation de l'entreprise <u>SASU INPAL INDUSTRIES</u> | | Néant <input type="checkbox"/> * | | | |
| Provisions réglementées | Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers * | 3T | TA | TB | TC |
| | Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II) * | 3U | TD | TE | TF |
| | Provisions pour hausse des prix (1) * | 3V | TG | TH | TI |
| | Amortissements dérogatoires | 3X | TM | TN | TO |
| | Dont majorations exceptionnelles de 30 % | D3 | D4 | D5 | D6 |
| | Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI) | IJ | IK | IL | IM |
| | Autres provisions réglementées (1) | 3Y | TP | TQ | TR |
| | TOTAL I | 3Z | TS | TT | TU |
| Provisions pour risques et charges | Provisions pour litiges | 4A | 4B | 4C | 4D |
| | Provisions pour garanties données aux clients | 4E | 4F | 4G | 4H |
| | Provisions pour pertes sur marchés à terme | 4J | 4K | 4L | 4M |
| | Provisions pour amendes et pénalités | 4N | 4P | 4R | 4S |
| | Provisions pour pertes de change | 4T | 4U | 4V | 4W |
| | Provisions pour pensions et obligations similaires | 4X | 4Y | 4Z | 5A |
| | Provisions pour impôts (1) | 5B | 5C | 5D | 5E |
| | Provisions pour renouvellement des immobilisations * | 5F | 5H | 5J | 5K |
| | Provisions pour gros entretien et grandes révisions | EO | EP | EQ | ER |
| | Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer * | 5R | 5S | 5T | 5U |
| | Autres provisions pour risques et charges (1) | 5V | 5W | 5X | 5Y |
| TOTAL II | 5Z | TV | TW | TX | |
| Provisions pour dépréciation | sur immobilisations { – incorporelles – corporelles – titres mis en équivalence – titres de participation – autres immobilisations financières (1)* | 6A | 6B | 6C | 6D |
| | | 6E | 6F | 6G | 6H |
| | | 02 | 03 | 04 | 05 |
| | | 9U | 9V | 9W | 9X |
| | | 06 | 07 | 08 | 09 |
| | Sur stocks et en cours | 6N | 6P | 6R | 6S |
| | Sur comptes clients | 6T | 6U | 6V | 6W |
| | Autres provisions pour dépréciation (1) * | 6X | 6Y | 6Z | 7A |
| | TOTAL III | 7B | TY | TZ | UA |
| | TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III) | 7C | UB | UC | UD |
| Dont dotations et reprises | – d'exploitation | UE | UF | UH | |
| | – financières | UG | UH | UH | |
| | – exceptionnelles | UJ | UK | UK | |
| Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39-1-5° du C.G.I. | | | | | 10 |

(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.

NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

| CADRE A | | ÉTAT DES CRÉANCES | | Montant brut 1 | | A 1 an au plus 2 | | A plus d'un an 3 | | | |
|---|---|---|-----------|-------------------|--|---------------------|-----------|-------------------------------------|--------|----------------------|--|
| DE L'ACTIF IMMOBILISÉ | Créances rattachées à des participations | | UL | | UM | | UN | | | | |
| | Prêts (1) (2) | | UP | | UR | | US | | | | |
| | Autres immobilisations financières | | UT | 40 598 | UV | 0 | UW | 40 598 | | | |
| DE L'ACTIF CIRCULANT | Clients douteux ou litigieux | | VA | 153 634 | | 153 634 | | 0 | | | |
| | Autres créances clients | | UX | 3 829 224 | | 3 829 224 | | | | | |
| | Créance représentative de titres (Provision pour dépréciation antérieurement constituée* UO) | | ZI | | | | | | | | |
| | Personnel et comptes rattachés | | UY | 6 855 | | 6 855 | | | | | |
| | Sécurité sociale et autres organismes sociaux | | UZ | 8 700 | | 8 700 | | | | | |
| | Etat et autres collectivités publiques | Impôts sur les bénéfices | | VM | | | | | | | |
| | | Taxe sur la valeur ajoutée | | VB | 118 616 | | 118 616 | | | | |
| | | Autres impôts, taxes et versements assimilés | | VN | | | | | | | |
| | | Divers | | VP | | | | | | | |
| | Groupe et associés (2) | | VC | | | | | | | | |
| | Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres) | | VR | 558 571 | | 558 571 | | | | | |
| | Charges constatées d'avance | | VS | 79 581 | | 79 581 | | | | | |
| | TOTAUX | | | VT | 4 795 782 | VU | 4 755 183 | VV | 40 598 | | |
| RENVOS | (1) | Montant des – Prêts accordés en cours d'exercice | VD | | | | | | | | |
| | | – Remboursements obtenus en cours d'exercice | VE | | | | | | | | |
| | (2) | Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques) | VF | | | | | | | | |
| CADRE B | | ÉTAT DES DETTES | | Montant brut 1 | | A 1 an au plus 2 | | A plus d'1 an et 5 ans au plus 3 | | A plus de 5 ans 4 | |
| Emprunts obligataires convertibles (1) | | 7Y | | | | | | | | | |
| Autres emprunts obligataires (1) | | 7Z | | | | | | | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) | à 1 an maximum à l'origine | | VG | 1 547 | | 1 547 | | | | | |
| | à plus d'1 an à l'origine | | VH | | | | | | | | |
| Emprunts et dettes financières divers (1) (2) | | 8A | | | | | | | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | | 8B | 3 601 033 | | 3 601 033 | | | | | | |
| Personnel et comptes rattachés | | 8C | 655 515 | | 655 515 | | | | | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | | 8D | 352 108 | | 352 108 | | | | | | |
| État et autres collectivités publiques | Impôts sur les bénéfices | | 8E | | | | | | | | |
| | Taxe sur la valeur ajoutée | | VW | 534 005 | | 534 005 | | | | | |
| collectivités publiques | Obligations cautionnées | | VX | | | | | | | | |
| | Autres impôts, taxes et assimilés | | VQ | 27 679 | | 27 679 | | | | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | 8J | | | | | | | | | |
| Groupe et associés (2) | | VI | 2 631 683 | | 596 066 | 2 035 617 | | | | | |
| Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres) | | 8K | 84 996 | | 84 996 | | | | | | |
| Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie * | | ZZ | | | | | | | | | |
| Produits constatés d'avance | | 8L | 11 115 | | 11 115 | | | | | | |
| TOTAUX | | | VY | 7 899 686 | VZ | 5 864 069 | | 2 035 617 | | | |
| RENVOS | (1) | Emprunts souscrits en cours d'exercice | VJ | | (2) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques | VL | | | | | |
| | | Emprunts remboursés en cours d'exercice | VK | | | | | | | | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

INPAL INDUSTRIES

Société par actions simplifiée

238 rue des frères Voisin

ZAC Chapotin

69970 CHAPONNAY

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les documents et rapports prévus
dans le cadre de la prévention des difficultés
des entreprises**

INPAL INDUSTRIES

Société par actions simplifiée

238 rue des frères Voisin

ZAC Chapotin

69970 CHAPONNAY

Rapport du commissaire aux comptes sur les documents et rapports prévus dans le cadre de la prévention des difficultés des entreprises

Au Président et à l'associé unique de la société INPAL INDUSTRIES

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société INPAL INDUSTRIES et en application des dispositions des articles L.232-4 et L.823-12 du code de commerce, nous vous signalons que nous n'avons pas reçu communication dans le délai réglementaire des documents et rapports visés aux articles L.232-2 et L.232-4 de ce code.

Lyon, le 31 mai 2022

Le commissaire aux comptes

DELOITTE & ASSOCIES



Josselin VERNAY

Certificat de réalisation

| | |
|--|---|
| Identifiant d'enveloppe: BD25371B547D4900ABF0E52C847229DB | État: Complétée |
| Objet: RCA + Rapport de carence INPAL | |
| Enveloppe source: | |
| Nombre de pages du document: 26 | Signatures: 2 |
| Nombre de pages du certificat: 2 | Paraphe: 0 |
| Signature dirigée: Activé | Émetteur de l'enveloppe: |
| Horodatage de l'enveloppe: Désactivé | Perrine Regis |
| Fuseau horaire: (UTC+01:00) Bruxelles, Copenhague, Madrid, Paris | 6 place de la Pyramide Paris-la-Défense Cedex, Ile-de-France 92908 |
| | Adresse IP: 163.116.163.122 |

Suivi du dossier

| | | |
|---------------------|--------------------------|-----------------------|
| État: Original | Titulaire: Perrine Regis | Emplacement: DocuSign |
| 31/05/2022 19:30:30 | | |

Événements de signataire

Josselin Vernay

Signature**Horodatage**

Envoyée: 31/05/2022 19:32:28
Consultée: 31/05/2022 19:33:13
Signée: 31/05/2022 19:34:15

Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune), Certificat numérique

Détails du fournisseur de signature:

Sélection d'une signature : Style présélectionné

Type de signature: IDnow GmbH Video Ident for QES (Client ID: 432b0d94-c7e1-443b-8811-b0e336bb0b0a)

En utilisant l'adresse IP: 163.116.163.140

Émetteur de la signature: IDnow GmbH Video Ident for QES (Client ID: 432b0d94-c7e1-443b-8811-b0e336bb0b0a)

Localisation du fournisseur de signature: <https://authentication.idnow.de/docusign/requestsignature>

Identifiants de corrélations:

NXP-WQZEW

NXP-WQZEW

Divulgence relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques:

Non offert par DocuSign

Événements de signataire en personne Signature**Horodatage**

Événements de livraison à l'éditeur

État

Horodatage

Événements de livraison à l'agent

État

Horodatage

Événements de livraison intermédiaire État

Horodatage

Événements de livraison certifiée

État

Horodatage

Événements de copie carbone

État

Horodatage

Marie FOUR

Copié

Envoyée: 31/05/2022 19:34:16

Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune)

Divulgence relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques:

Non offert par DocuSign

Événements de témoins**Signature****Horodatage****Événements notariaux****Signature****Horodatage**

| Récapitulatif des événements de l'enveloppe | État | Horodatages |
|---|-------------------|---------------------|
| Enveloppe envoyée | Haché/crypté | 31/05/2022 19:32:28 |
| Livraison certifiée | Sécurité vérifiée | 31/05/2022 19:33:13 |
| Signature complétée | Sécurité vérifiée | 31/05/2022 19:34:15 |
| Complétée | Sécurité vérifiée | 31/05/2022 19:34:16 |

| Événements de paiement | État | Horodatages |
|------------------------|------|-------------|
|------------------------|------|-------------|

INPAL INDUSTRIES
Société par actions simplifiée
Au capital de 305.000 euros
Siège social : 238, rue des Frères Voisin – ZAC Chapotin
69970 CHAPONNAY
339 896 938 RCS LYON

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 08 JUIN 2022

EXERCICE SOCIAL CLOS LE 31 DECEMBRE 2021

L'an deux mil vingt deux,
Le 08 juin,
A 12 heures,

Par visioconférence sur microsoft teams au vu du contexte actuel de crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID-19 (*conformément à l'Ordonnance n°2020-321 du 25 mars 2020 prorogée et modifiée par les ordonnances n°2020-460 du 22 avril 2020 et n°2020-1497 du 2 décembre 2020 et du décret n°2020-418 du 10 avril 2020 prorogé et modifié par le décret n°2020-1614 du 18 décembre 2020*),

Monsieur Vincent RIVIERE, agissant en qualité de représentant légal de la société SOLICE DEVELOPPEMENT, elle-même représentant de l'associé unique, la société SOLICE, et Présidente de la société INPAL INDUSTRIES (la « Société »), a été convoqué le 20 mai 2022 aux fins de statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Lecture du rapport de gestion du Président,
- Lecture du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels,
- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 et quitus au Président,
- Approbation des charges non déductibles,
- Affectation du résultat de l'exercice,
- Lecture du rapport spécial du Président sur les conventions et approbation desdites conventions,
- Questions diverses.

La société DELOITTE ET ASSOCIES, Commissaire aux comptes titulaire de la Société, régulièrement convoquée par lettre recommandée avec avis de réception en date du 20 mai 2022, est représentée par Monsieur Josselin VERNAY présent en visioconférence.

Messieurs Damien VARIS et Eric SCHEIDER, membres du CSE, ont été régulièrement convoqués par lettre recommandée avec avis de réception en date du 20 mai 2022.

Messieurs Damien VARIS et Eric SCHEIDER sont présents en visioconférence.

Madame Marielle HAOND, responsable administratif et financier, est également présente.

Monsieur Benoît LEJEUNE, directeur général, est également présent.

L'associé unique est appelé à statuer au vu des documents suivants :

- le rapport de gestion établi par le Président,
- le rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice,
- le rapport spécial du Président sur les conventions réglementées,
- un exemplaire du bilan, du compte de résultat et de l'annexe établis au 31 décembre 2021,
- le texte de projet de décisions présenté par le Président.

Le Président donne la parole à la responsable administratif et financier pour présenter les comptes de la Société à l'associé unique. Puis lecture est faite par le Président de son rapport de gestion sur les comptes annuels et de son rapport spécial sur les conventions réglementées. Le Président fait ensuite lecture du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes.

Ensuite de la présentation de ces divers éléments, Monsieur Vincent RIVIERE, ès-qualités, prend les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION

L'associé unique, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Président et du rapport du Commissaire aux comptes, approuve les comptes annuels, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe arrêtés le 31 décembre 2021, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports faisant ressortir un bénéfice de **1.684.910** euros.

En application de l'article 223 quater du Code général des impôts, il approuve les dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit code, qui s'élèvent à un montant global de 10.582 euros, pour un montant d'impôt correspondant de 2.804 euros.

En conséquence, il donne au Président quitus de l'exécution de son mandat pour ledit exercice.

DEUXIEME DECISION

L'associé unique approuve la proposition de la Présidence et décide d'affecter le bénéfice de l'exercice écoulé, d'un montant de **1.684.910** euros, de la manière suivante :

Avant affectation :

« Autres réserves » : 2.026.934 euros

Affectation du résultat :

La totalité en « Autres réserves » : 1.684.910 euros

Compte tenu de cette affectation, le compte « Autres réserves » ressort à 3.711.844 euros. Ainsi le montant des capitaux propres est égal à 4.109.085 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'associé unique prend acte qu'aucune distribution de dividendes n'a été effectuée au titre des trois exercices sociaux précédents.

TROISIEME DECISION

L'associé unique, après avoir pris connaissance du rapport spécial du Président sur les conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé, et statuant sur ce rapport, approuve les termes de ce dernier. Ledit rapport sera annexé aux présentes pour être reporté dans le registre des décisions des associés.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par l'associé unique et le Président, et consigné sur le registre des décisions des associés.

L'associé unique

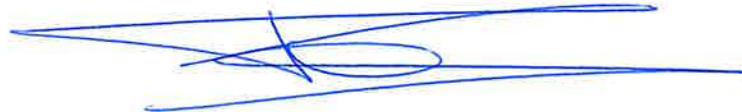
La société SOLICE

Représentée par la société SOLICE DEVELOPPEMENT
Elle-même représentée par Monsieur Vincent RIVIERE



Le Président

La société SOLICE DEVELOPPEMENT
Représentée par Monsieur Vincent RIVIERE



INPAL INDUSTRIES

Société par actions simplifiée

238 rue des Frères Voisin

ZAC Chapotin

69970 CHAPONNAY

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

INPAL INDUSTRIES

Société par actions simplifiée

238 rue des Frères Voisin

ZAC Chapotin

69970 CHAPONNAY

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

À l'associé unique de la société INPAL INDUSTRIES

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société INPAL INDUSTRIES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lyon, le 31 mai 2022

Le commissaire aux comptes

DELOITTE & ASSOCIES



Josselin VERNAY

INPAL INDUSTRIES

Société par actions simplifiée

238 rue des frères Voisin

ZAC Chapotin

69970 CHAPONNAY

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les documents et rapports prévus
dans le cadre de la prévention des difficultés
des entreprises**

INPAL INDUSTRIES

Société par actions simplifiée

238 rue des frères Voisin

ZAC Chapotin

69970 CHAPONNAY

Rapport du commissaire aux comptes sur les documents et rapports prévus dans le cadre de la prévention des difficultés des entreprises

Au Président et à l'associé unique de la société INPAL INDUSTRIES

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société INPAL INDUSTRIES et en application des dispositions des articles L.232-4 et L.823-12 du code de commerce, nous vous signalons que nous n'avons pas reçu communication dans le délai réglementaire des documents et rapports visés aux articles L.232-2 et L.232-4 de ce code.

Lyon, le 31 mai 2022

Le commissaire aux comptes

DELOITTE & ASSOCIES



Josselin VERNAY

Certificat de réalisation

Identifiant d'enveloppe: BD25371B547D4900ABF0E52C847229DB

État: Complétée

Objet: RCA + Rapport de carence INPAL

Enveloppe source:

Nombre de pages du document: 26

Signatures: 2

Émetteur de l'enveloppe:

Nombre de pages du certificat: 2

Paraphe: 0

Perrine Regis

Signature dirigée: Activé

6 place de la Pyramide

Horodatage de l'enveloppe: Désactivé

Paris-la-Défense Cedex, Ile-de-France 92908

Fuseau horaire: (UTC+01:00) Bruxelles, Copenhague, Madrid, Paris

Adresse IP: 163.116.163.122

Suivi du dossier

État: Original

Titulaire: Perrine Regis

Emplacement: DocuSign

31/05/2022 19:30:30

Événements de signataire**Signature****Horodatage**

Josselin Vernay



Envoyée: 31/05/2022 19:32:28

Consultée: 31/05/2022 19:33:13

Signée: 31/05/2022 19:34:15

Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune), Certificat numérique

Détails du fournisseur de signature:

Sélection d'une signature : Style présélectionné

Type de signature: IDnow GmbH Video Ident for QES (Client ID: 432b0d94-c7e1-443b-8811-b0e336bb0b0a)

En utilisant l'adresse IP: 163.116.163.140

Émetteur de la signature: IDnow GmbH Video Ident for QES (Client ID: 432b0d94-c7e1-443b-8811-b0e336bb0b0a)

Localisation du fournisseur de signature: <https://authentication.idnow.de/docusign/requestsignature>

Identifiants de corrélations:

NXP-WQZEW

NXP-WQZEW

Divulgateur relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques:

Non offert par DocuSign

Événements de signataire en personne Signature**Horodatage**

Événements de livraison à l'éditeur

État

Horodatage

Événements de livraison à l'agent

État

Horodatage

Événements de livraison intermédiaire

État

Horodatage

Événements de livraison certifiée

État

Horodatage

Événements de copie carbone

État

Horodatage

Marie FOUR

Copié

Envoyée: 31/05/2022 19:34:16

Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune)

Divulgateur relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques:

Non offert par DocuSign

Événements de témoins**Signature****Horodatage****Événements notariaux****Signature****Horodatage**

| Récapitulatif des événements de l'enveloppe | État | Horodatages |
|---|------|-------------|
|---|------|-------------|

| | | |
|---------------------|-------------------|---------------------|
| Enveloppe envoyée | Haché/crypté | 31/05/2022 19:32:28 |
| Livraison certifiée | Sécurité vérifiée | 31/05/2022 19:33:13 |
| Signature complétée | Sécurité vérifiée | 31/05/2022 19:34:15 |
| Complétée | Sécurité vérifiée | 31/05/2022 19:34:16 |

| Événements de paiement | État | Horodatages |
|------------------------|------|-------------|
|------------------------|------|-------------|